

Biodiversité : l'humanité face à ses responsabilités

Philippe Escande

- [Idées](#)
- [Biodiversité](#)

Éditorial

Le Monde

Editorial. Cette extinction risque de se produire non plus à l'échelle des temps géologiques, mais en quelques décennies. Avec un unique responsable : l'homme.

Publié hier à 11h33, mis à jour hier à 16h24 Temps de Lecture 2 min.

Editorial du « Monde ». Voilà 65 millions d'années, la cinquième extinction de masse fauchait, en même temps que les dinosaures, les trois quarts des espèces présentes sur Terre. Les précédentes crises, des centaines de millions d'années plus tôt, avaient éliminé jusqu'à 95 % du vivant.

Nous n'en sommes heureusement pas là. Mais nul ne peut plus l'ignorer : la planète s'achemine vers la sixième extinction de masse. Et celle-ci risque de se produire non plus à l'échelle des temps géologiques, mais en quelques décennies seulement. Avec un unique responsable : l'homme.

[L'alerte mondiale lancée, lundi 6 mai, par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques](#) – le « GIEC de la biodiversité » –, est d'une gravité sans précédent. Le taux de disparition de la vie sauvage est aujourd'hui des dizaines, sinon des centaines de fois plus élevé que durant les derniers dix millions d'années. Un million d'espèces animales et végétales, terrestres ou marines – soit une sur huit –, sont menacées de disparition. Et le rythme s'accélère dramatiquement.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Biodiversité : une espèce sur huit, animale et végétale, risque de disparaître à brève échéance](#)

Ce constat, établi avec la froide rigueur de la science, place l'humanité face à ses responsabilités, au moins autant que le réchauffement climatique. Pour au moins deux raisons. D'abord, rien ne saurait justifier qu'une espèce – la nôtre – s'arroge le droit de vie et de mort sur toutes les autres.

Or, les causes de l'effondrement de la biodiversité sont toutes d'origine humaine : destruction et fragmentation des habitats naturels, surexploitation des ressources au-delà de ce que peuvent supporter les sols, les forêts et les océans, dérèglement du climat, pollution des écosystèmes par les déchets, les pesticides et les plastiques, prolifération des espèces invasives disséminées par le commerce international.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Les écosystèmes marins à la merci des activités humaines](#)

Ensuite, parce que l'humanité fait partie intégrante de la biodiversité, et qu'elle a destin lié avec l'ensemble du vivant. Que l'on parle de « services écosystémiques » ou, dans une approche moins utilitariste, de « contributions de la nature aux peuples », la réalité est que, en sapant la biodiversité, nous mettons en péril notre propre avenir.

A plus de 75 %, les cultures alimentaires dépendent de la pollinisation. Plus de quatre milliards d'individus se soignent par des médecines naturelles. Plus de deux milliards ont besoin du bois pour se chauffer ou cuisiner. La qualité de l'air que nous respirons, de l'eau que nous buvons, de la terre qui nous nourrit, est aussi tributaire de celle des milieux naturels.

Lire aussi [« C'est trop tard, on ne peut plus rien faire » et autres idées reçues sur le réchauffement climatique](#)

La question des financements

La réponse à l'alerte des scientifiques est désormais entre les mains des gouvernements. En 2010, lors de la Conférence sur la diversité biologique d'Aichi, au Japon, ils s'étaient fixé des objectifs ambitieux, dont aucun ou presque n'est en passe d'être atteint. Ils se retrouveront fin 2020 en Chine, pour une nouvelle session de cette conférence. Il faudra alors prendre des engagements précis, déclinés en politiques publiques et associant l'ensemble des acteurs de l'économie et de la société civile.

La question d'un mode de développement moins prédateur pour la nature ne pourra pas être éludée. Pas plus que celle des financements – et de leur juste répartition entre pays riches et pauvres – alloués à la préservation et à la restauration de la biodiversité. Aujourd'hui, quelque 8 milliards d'euros par an y sont affectés au niveau mondial. Les experts estiment qu'il en faudrait entre 200 et 300 milliards chaque année. A combien évaluons-nous le prix du vivant ?

Lire aussi [Biodiversité : « La priorité est de réduire la part des produits animaux dans l'alimentation »](#)

Le Monde

[Réagissez ou consultez l'ensemble des commentaires](#)